

Gaza - La solidarité est notre arme : relaxe pour Alain Pojolat et tous les inculpé.e.s !

mercredi 22 octobre 2014, par [JACQUES Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2014).

Ce mercredi 22 octobre se tient le procès d'Alain Pojolat ou plus exactement, le procès de la solidarité avec le peuple palestinien. Inadmissible, intolérable pour un pouvoir qui soutient sans condition Israël et son gouvernement dirigé par l'extrême droite sioniste.

Au moment où ces lignes sont écrites, le procès ne s'est pas encore déroulé. Mais déjà la solidarité avec Alain et tous les inculpés est importante. Syndicalistes, membres d'associations et d'organisations politiques, « personnalités » et anonymes se sont exprimés par voie de communiqués, de pétitions, et des rassemblements devant les préfectures étaient programmés dans plusieurs villes de l'hexagone.

Jusqu'à la dernière minute, le pouvoir a voulu jouer la carte de l'intimidation, refusant dans un premier temps l'organisation d'un rassemblement de soutien devant le Palais de justice à Paris où avait lieu le procès. Mais la détermination des organisations signataires de l'appel l'a amené bien vite à accepter un rassemblement place de la fontaine Saint-Michel... à portée de voix du tribunal !

Les enjeux du procès

Dans le prolongement des précédents, le pouvoir tente de criminaliser tout ce qui veut résister. Ce sont des syndicalistes, des inspecteurs du travail, des médecins du travail, des militantEs à Notre-Dame-des-Landes ou au Testet, celles et ceux qui refusent les tests ADN, d'être des délateurs, qui sont maltraités, blessés par les forces de l'ordre et de plus en plus régulièrement conduits devant les juges.

C'est la question même du droit constitutionnel à manifester qui est maintenant posée. Mais leur répression n'est que l'expression de leur peur. Ils voudraient nous interdire de manifester aujourd'hui pour, comme d'autres avant eux, nous interdire demain de nous réunir, de faire grève, d'écrire, de lire, de lutter, de parler, de dire simplement non !

Leur politique de « l'offre » est bien celle de l'individualisme sans individu, de la mise au rebut des solidarités collectives. En fait, ils ne nous offrent rien, ils nous piquent tout... jusqu'à nos libertés !

La solidarité n'est pas une marchandise

Elle n'entre pas dans les calculs des coûts. Elle est au fondement de notre humanité, qui nous rend *« capables de ressentir au plus profond de nous-mêmes n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde »* (Che Guevara).

C'est elle qui a fait que des milliers d'hommes et de femmes sont par exemple allés combattre les fascistes au côté de républicains espagnols qu'ils ne connaissaient pas, car *« nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir »* (Mahmoud Darwich).

Nous ne relâcherons jamais notre solidarité avec le peuple palestinien, pas plus que celle avec les Roms, les musulmans, les juifs, les Noirs, les « sans », les minorités, les opprimé.e.s... La solidarité est au-dessus de tous les décrets, de toutes les institutions, de tous les pouvoirs.

Oui, nous soutenons, et soutiendrons, tous les Alain Pojolat, toutes celles et ceux qui sont entraînés devant les juges, les procureurs, les imprécateurs. Nous revendiquons notre solidarité, nous revendiquons notre culpabilité, nous sommes solidaires.

« *Ils pourront couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront pas la venue du printemps* » (Pablo Neruda).

Alain Jacques

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 261 (23/10/2014). <http://www.npa2009.org/>